

Commerce et emploi salarial des femmes

—

Mina Balamoune-Lutz

RP-20/01

About Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS rassemble des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C, Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal, Hay Riad, Rabat - Maroc.
Email : contact@ocppc.ma
Tél. : +212 5 37 27 08 08 / Fax : +212 5 37 71 31 54
Site Web : www.policycenter.ma

© Policy Center for the New South. All rights reserved - 2020
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Commerce et emploi salarial des femmes

Mina Balamoune-Lutz

A propos de l'auteur

Mina Baliamoune-Lutz

Mina Baliamoune is Richard de Raismes Kip Professor of Economics and University of North Florida Distinguished Professor. She is Research Fellow at NTU-SBF Centre for African Studies (CAS) in Singapore, the Economic Research Forum in Cairo and the Global Labor Organization, and has served as Senior Fellow at the African Center for Economic Transformation, Vice-President and President of the African Finance and Economics Association (AFEA), Associate Editor of the Journal of African Development and Information Technology for Development, and on the Editorial Board of Feminist Economics and the Board of Directors of the Eastern Economic Association. Her research focuses on growth & development economics and policy, international macroeconomics, social cohesion and the gender effects of globalization. She has taught and lectured at numerous universities and research institutions around the world.

Résumé

Le principal objectif de ce document est d'aborder une question importante qui découle de l'interaction entre une participation accrue au commerce international, aux marchés du travail et l'inégalité de genre, à savoir l'impact de la libéralisation du commerce sur l'accès des femmes aux emplois salariés dans le secteur non agricole. Nous abordons empiriquement cette question en effectuant des estimations à effets fixes et par MMG sur des données de panel obtenues dans un grand nombre d'économies en développement, et en retraçant l'impact du commerce sur l'accès des femmes à l'emploi salarié. Dans l'ensemble, les résultats empiriques indiquent que le commerce a des effets divers sur la participation des femmes à l'emploi salarié et ces effets semblent être non linéaires. En particulier, les résultats semblent être conformes au « paradoxe de l'égalité de genre dans la région MENA ». Nous examinons les implications politiques de ces conclusions.

Remerciements

L'auteure remercie le Programme R4D de recherche sur les problèmes mondiaux de développement, financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique et la Coopération suisse au développement, pour son soutien. L'auteur remercie également Stephanie Seguíno et les participants à la session sur la mondialisation et les aspects sexospécifiques de l'emploi ('Globalization and Gendered Aspects of Employment') à l'atelier du Levy Institute sur le genre et la macroéconomie : Théorie, études empiriques et politique ('Gender and Macroeconomics: Theory, Empirics, and Policy') qui s'est tenu à New York du 12 au 15 septembre 2017 pour leurs commentaires et suggestions utiles.

Commerce et emploi salarial des femmes

1. Introduction

La plupart des pays en développement ont enregistré une réduction des écarts entre les hommes et les femmes en matière d’alphabétisation et de scolarisation dans le primaire et le secondaire au cours des deux dernières décennies environ et un nombre important de ces pays a constaté une amélioration notable de la proportion de sièges occupés par les femmes dans les parlements nationaux (bien que le pouvoir politique de facto des femmes reste limité dans de nombreuses régions du monde). Toutefois, à l’échelle mondiale, la proportion de femmes (âgées de 15 à 64 ans) au sein de la population active reste nettement inférieure à celle des hommes (53,9% comparé à 80,6% en 2017). La moyenne mondiale des taux d’activité des femmes (15 ans et plus) par rapport aux hommes a été relativement stable au cours des deux dernières décennies environ (avec une légère augmentation, de 67,4 % en 1990 à 68,4 % en 2005, pour revenir à 67,5 % en 2017) et les taux restent remarquablement bas dans de nombreux pays africains et arabes. Dans le cas de la région MENA en particulier, où la participation des femmes à la population active n’a pas dépassé 22 % (en 2017), le fait que la région ait réalisé des progrès significatifs dans la réduction des inégalités entre les sexes dans les domaines de la santé et de l’éducation, sans que cela ne se soit accompagné d’une augmentation significative de la participation des femmes aux marchés du travail (et à la politique), a été qualifié de « paradoxe de l’égalité de genre » (Banque mondiale, 2013).

Tout comme leur faible participation au marché du travail, les femmes accusent également un retard par rapport à leurs homologues masculins pour ce qui est de l’accès aux emplois salariés dans le secteur non agricole. La part des femmes (pourcentage de l’emploi non agricole total) dans l’emploi salarié du secteur non agricole reste relativement faible en moyenne (environ 36,5 %, en 2005 ; dernières données disponibles pour le monde) mais avec de grandes disparités entre les pays.

Dans le même temps, depuis le milieu des années 1990, de nombreux pays en développement (y compris en Afrique) ont assoupli les restrictions commerciales et se sont de plus en plus ouverts au commerce international, quoique à des degrés divers. Une plus grande participation au commerce international devrait avoir des effets différenciés selon le genre compte tenu de la discrimination de genre préexistante sur les marchés du travail. Beneria et Lind (1995:1) notent que « (c)ompte tenu de la prédominance de la segmentation du marché du travail et de la ségrégation de la production selon le genre, il est logique de supposer que le commerce aura un impact différencié selon le sexe ». En effet, comme le fait observer Elson (1999:611), dans la mesure où les marchés du travail, « sont des institutions sexospécifiques opérant à l’intersection des économies productives et reproductives », les femmes peuvent ou peuvent ne pas bénéficier des effets du commerce sur les marchés du travail. De plus, si la composition du commerce est biaisée en faveur des industries qui utilisent une main-d’œuvre qualifiée de manière relativement plus intense - comme c’est souvent le cas lorsque les pays en développement pénètrent sur les marchés d’exportation de produits plus sophistiqués - les femmes de nombreux de ces pays peuvent avoir un accès réduit à l’emploi salarié, dans la mesure où elles ont tendance à posséder des compétences moindres que celles des hommes, et se retrouvent ainsi dans des emplois moins productifs, le plus souvent dans le secteur informel. Dans ce cas, une plus grande intégration dans les marchés mondiaux peut se traduire par une croissance plus élevée, mais elle serait associée à une plus faible égalité entre les hommes et les femmes (Boserup 1970 ; Seguino,

2000 ; Balamoune-Lutz, 2007 ; Balamoune-Lutz et McGillivray, 2009 et 2015). Par conséquent, dans ces conditions, et en l'absence de politiques publiques d'atténuation, une participation accrue au commerce international pourrait être associée à une plus grande « genèse » des marchés du travail dans les pays en développement.

Le principal objectif de cet article est de répondre à la question de savoir si la libéralisation du commerce exerce un effet positif ou négatif sur la part des femmes dans l'emploi salarié du secteur non agricole.

Nous abordons cette question par des estimations de données de panel au niveau des pays en recourant aux données d'un grand groupe d'économies émergentes et en développement et en nous concentrant sur les effets du commerce (ouverture au commerce international) sur l'accès des femmes à l'emploi salarié dans le secteur non agricole. Les résultats empiriques dégagés dans le présent article indiquent que le commerce a des effets différenciés sur la participation des femmes à l'emploi salarié et que ces effets sont généralement non linéaires. Il est intéressant de noter que les résultats semblent être conformes au « paradoxe de l'égalité de genre dans la région MENA ». Les constats ont des implications importantes pour le travail rémunéré (et non rémunéré) des femmes et soulignent le rôle essentiel des institutions et des lois relatives au marché du travail équitables pour les femmes.

Le reste du document est organisé de la manière suivante : Le chapitre 2 donne un aperçu de la littérature théorique et empirique pertinente. Le chapitre 3 décrit les données et la méthodologie et présente les résultats empiriques. Au chapitre 4, nous discutons des principales implications politiques et donnons des exemples de mesures politiques qui pourraient s'attaquer aux effets négatifs du commerce sur le bien-être des femmes. Nos conclusions sont présentées au chapitre 5.

2. Brève revue de la littérature

L'article porte sur trois types de travaux et recherches. Le premier regroupe les travaux et recherches sur les femmes sur les marchés du travail, en particulier ceux qui concernent les écarts de salaires et d'emploi entre les femmes et les hommes. Le deuxième porte sur l'impact de la mondialisation (en particulier du commerce international) sur l'égalité de genre dans l'emploi. Le troisième axe de recherche auquel se rapporte le présent article est l'étude de l'impact du commerce international, en particulier des exportations, sur l'écart de salaire entre la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée et les mouvements de main-d'œuvre intersectoriels qui y sont associés ; il s'agit en particulier de recherches axées sur la manière dont ces mouvements qui sont induits par le commerce influent sur les écarts de salaire et d'emploi entre les femmes et les hommes (Wacziarg et Wallack, 2004 ; Sauré et Zoabe, 2014) – dans la mesure où les femmes sont généralement moins qualifiées que les hommes et ont donc tendance à être surreprésentées dans les industries à faible intensité de main-d'œuvre qualifiée.

2.1. Les femmes sur les marchés du travail : Aperçu de la recherche théorique connexe

Les travaux théoriques se concentrent généralement sur trois explications principales des écarts observés entre les hommes et les femmes sur les marchés du travail, couvrant principalement le côté de l'offre de travail féminin : (i) le modèle de capital humain (Schultz, 1961 ; Becker 1975) ; (ii) le modèle

de production des ménages (Becker, 1965 ; Mincer, 1962) ; et (iii) la théorie du choix travail-loisirs (Mincer, 1962). Par ailleurs, les explications théoriques de l'impact du commerce international sur la participation des femmes au marché du travail et sur les écarts de salaires entre hommes et femmes proviennent de modèles qui reposent principalement sur quatre mécanismes différents mais reliés entre eux : i) des modèles de concurrence induite par le commerce et des modèles de discrimination salariale (Becker, 1971) ; ii) des modèles de capital humain (Zhang, 2000 ; Galor et Mountford, 2008) ; iii) des explications théoriques fondées sur des changements techniques (par exemple, Acemoglu, 2003) ; et iv) des modèles de réaffectation sectorielle du travail, en utilisant le théorème de Stolper-Samuelson (péréquation des prix des facteurs). Les quatre explications théoriques tendent néanmoins à être liées aux effets pro-concurrentiels découlant de la libéralisation du commerce.

Le débat sur les inégalités salariales de genre à long terme induites par le commerce (discrimination) est généralement absent de la théorie standard du commerce car cette dernière suppose que les inégalités salariales n'existent pas sur des marchés fortement concurrentiels (Busse et Spielmann, 2006). Selon cette théorie, le commerce conduirait à une plus grande concurrence, ce qui devrait rendre la discrimination plus coûteuse et, à terme, réduire les écarts entre les sexes en matière d'emploi et de salaires (Becker, 1971), une fois contrôlées les différences de niveau d'éducation. Cependant, le travail des femmes et des hommes peut s'avérer être un substitut imparfait, comme l'ont montré, par exemple, Acemoglu et al. (2004) dans le cas des États-Unis, en utilisant des données de 1950, où les auteurs constatent que « les facteurs de travail des hommes et des femmes sont des substituts imparfaits, avec une élasticité de substitution d'environ trois ». Cela donne à penser que la libéralisation du commerce n'entraînera pas nécessairement une participation accrue des femmes au marché du travail, en particulier au cours des premières années des réformes commerciales.

Les études théoriques sur l'impact de la libéralisation du commerce prédisent pour la plupart que le commerce expose les entreprises, en particulier dans les industries concentrées, à une concurrence accrue et, partant, réduirait les écarts de salaires et d'emploi entre les hommes et les femmes. Dans le cas des pays en développement, en particulier, comme l'on suppose souvent que la libéralisation du commerce favorise l'expansion des industries à forte intensité de main-d'œuvre féminine, on s'attend à ce que le commerce entraîne une augmentation de l'emploi féminin. Cependant, certaines études théoriques montrent le contraire et concluent que, dans la mesure où le commerce augmente la demande en compétences, les écarts de salaires et/ou d'emploi augmenteraient car les femmes ont généralement des niveaux de compétences moindres et donc, même lorsque leur taux d'emploi augmente, elles seraient surreprésentées dans les métiers faiblement rémunérés. Juhn et al. (2014) construisent, par exemple, un modèle théorique qui suppose qu'une réduction des tarifs douaniers incite les entreprises à moderniser leurs technologies pour devenir exportatrices et obtiennent des résultats suggérant que « le salaire et l'emploi relatifs des femmes s'améliorent dans les tâches de cols bleus, mais pas celles de cols blancs ».

Sauré et Zoabe (2014) ont développé un modèle théorique qui intègre le choix endogène de la fécondité (en se basant sur Galor et Weil, 1996) et supposent que les femmes ont moins de potentiel en termes de travail physique que les hommes ; en particulier, ils supposent que les complémentarités entre le capital et le travail sont plus élevées pour les femmes qu'elles ne le sont pour les hommes. Les auteurs en déduisent un résultat contre-intuitif indiquant que l'intégration du commerce d'un pays à forte intensité de capital se traduit par une expansion du secteur utilisant plus intensément la main-d'œuvre féminine et une contraction des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre masculine. Cela inciterait les travailleurs à se tourner vers le secteur en expansion, entraînant ainsi une dilution

du ratio capital-travail dans le secteur en expansion (à forte intensité de main-d'œuvre féminine). La complémentarité plus importante du capital-travail féminin « fait que la productivité marginale des femmes baisse plus que celle des hommes. Ainsi, l'écart salarial hommes-femmes se creuse et la participation des femmes à la population active diminue » (Sauré et Zoabe, 2014:31). Cela implique qu'un accroissement des échanges avec les pays en développement (pauvres en capitaux) se traduirait par une diminution de l'emploi féminin dans les pays riches en capitaux. Sauré et Zoabe ont testé les prédictions de leur modèle théorique en utilisant ce qu'ils appellent « l'épisode de l'ALENA » (intégration commerciale entre les États-Unis et le Mexique) pour la période 1990-2007 et ont constaté que les tendances de l'emploi aux États-Unis après la conclusion de l'ALENA sont généralement conformes à leurs prédictions théoriques. Cela ne signifie toutefois pas que le modèle prédirait les effets contraires dans des économies en développement ou émergentes comme le Brésil, par exemple, qui sont le type d'économies sur lequel se concentre le présent article.

2.2. Littérature empirique

Les recherches empiriques qui portent sur les effets du commerce sur les écarts de salaires et d'emploi entre les hommes et les femmes contiennent essentiellement des études par pays, utilisant des données au niveau macro. Les études transnationales utilisant des données au niveau macro sont plutôt limitées. Les conclusions des travaux empiriques sont généralement mitigées, même si des éléments probants, issus de micro-données provenant d'un grand nombre d'études, tendent à soutenir soit les effets négatifs de l'ouverture accrue au commerce sur la participation des femmes à la population active et à l'emploi salarié, soit un effet positif associé à la surreprésentation des femmes dans les activités faiblement rémunérées. Cela signifie que même si une plus grande ouverture au commerce (en particulier par l'exportation) permet aux femmes d'avoir un meilleur accès à l'emploi en général et à l'emploi salarié en particulier, elles ne bénéficient pas toujours du commerce car leur bien-être relatif (par rapport aux hommes) peut se détériorer. Les femmes peuvent se retrouver dans des emplois faiblement rémunérés, soit dans des secteurs d'exportation en expansion, soit dans les secteurs non marchands de l'économie où la main-d'œuvre masculine diminue en raison de la réaffectation vers des secteurs d'exportation à forte intensité de compétences. De plus, les éléments probants relatifs aux effets du commerce sur les écarts hommes-femmes en matière d'emploi et de salaires dans les pays développés sont très différents de celles qui ont été recueillis dans les pays en développement. En fait, les résultats empiriques peuvent être différents même pour des pays qui se trouvent à des stades similaires de développement économique et humain et d'une étude à l'autre dans un même pays.¹

Certaines études qui se sont penchées sur ces questions dans les économies développées ont constaté que le commerce peut aggraver la situation des femmes en diminuant leur participation à la population active ou en augmentant l'écart de salaire par rapport à leurs homologues masculins, ou les deux. Kucera (2001) utilise, par exemple, des données de l'Allemagne et du Japon pour la période 1970-1996 et constate que l'expansion du commerce a eu un impact négatif sur l'emploi des femmes dans l'industrie manufacturière au Japon mais pas en Allemagne. L'auteur explique cette différence par le fait que par rapport au Japon, l'Allemagne a réalisé davantage d'échanges avec des pays non membres de l'OCDE. En revanche, Sauré et Zoabe (2014) utilisent des données sur les échanges commerciaux entre les États-Unis et le Mexique (voir la discussion ci-dessus) pour la période 1990-2007 et constatent que les tendances de l'emploi aux États-Unis dans le sillage de la conclusion

¹ Pour les enquêtes bibliographiques récentes, voir Aguayo-Téllez (2011) et Papyrakis et al. (2012).

de l'ALENA sont globalement compatibles avec une intégration commerciale accrue avec le Mexique (qu'ils considèrent comme un pays pauvre) qui est associée à une diminution de la main-d'œuvre féminine et à un élargissement de l'écart salarial entre les hommes et les femmes aux États-Unis. Par ailleurs, en utilisant des données américaines antérieures à l'ALENA (1976-1993), Black et Brainerd (2004) constatent que « si le commerce accroît l'inégalité salariale en réduisant modestement les salaires relatifs des travailleurs/travailleuses moins qualifié(e)s, il semble en même temps profiter aux femmes en réduisant la capacité des entreprises à faire de la discrimination » (p. 540).

Les études par pays mettant l'emphase sur les pays en développement tendent également à observer des faits non concluants sur l'impact de l'expansion du commerce sur les femmes. Quatre économies en développement ou émergentes ont été étudiées par de nombreux chercheurs : le Brésil, la Chine, la Corée du Sud et le Mexique. Pour le Mexique, Aguayo-Tellez et al (2014) constatent que les politiques de libéralisation du commerce ont augmenté la demande relative en travailleuses au sein des industries et des groupes qualifiés. En revanche, Ghiara (1999) n'a pas constaté que l'adoption de stratégies axées sur l'exportation avait eu un effet sur les salaires des femmes entre 1987 et 1993, tandis que Fleck (2001) a constaté un impact négatif en utilisant les données de 1997 et 1998. Juhn et al. (2014) constatent que les réductions tarifaires associées à l'ALENA ont incité les nouvelles entreprises à moderniser leurs technologies pour pouvoir pénétrer les marchés d'exportation et remplacer les travailleurs par des travailleuses. Dominguez-Villalobos et Brown-Grossman (2010) obtiennent des indications concordantes sur l'impact négatif de la libéralisation du commerce sur les salaires des femmes et des hommes mais constatent que les femmes sont perdantes « à la fois en termes absolus et relatifs ».

Pour la Corée du Sud, Berik et al. (2004) font état de l'impact négatif des exportations (part de la production par secteur d'activité) sur les salaires des femmes (augmentation de l'écart salarial hommes-femmes). Guicheney (2015) analyse les effets de la politique d'industrialisation axée sur les exportations de la Corée du Sud sur les femmes et conclut que « les politiques du travail promulguées par le gouvernement pour promouvoir la croissance du secteur privé ont eu un impact négatif sur les possibilités de mobilité ascendante des femmes, les laissant dans une position d'infériorité permanente par rapport aux hommes » (p. 14).

La Chine a connu une augmentation des inégalités salariales entre les hommes et les femmes au cours des trois dernières décennies environ. Cela dit, les données empiriques sur la question de savoir si le commerce est un facteur principal ne sont pas concluantes. Shu et al. (2007) signalent que si les inégalités entre les hommes et les femmes s'accroissent, ils ne constatent pas de variation de l'écart de revenu entre eux dans des villes ayant des niveaux d'IDE et des taux de croissance des IDE différents, ou si elles ont été parmi les premières à s'ouvrir aux investissements internationaux. Toutefois, les auteurs constatent que les femmes sont plus susceptibles de travailler dans des industries manufacturières axées sur l'exportation qui versent des salaires plus bas et moins susceptibles de travailler dans des entreprises étrangères et des joint-ventures offrant des salaires élevés. Les auteurs concluent que « la mondialisation influence profondément les inégalités entre les sexes en modifiant la nature des files d'attente pour les emplois, et les hommes et les femmes étant choisis et affectés à des emplois en conséquence ». Chi et Li (2014) notent que la Chine a connu un creusement de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes au cours des deux dernières décennies, mais font valoir que cet écart peut être biaisé si la sélectivité de l'emploi n'est pas prise en compte. Par ailleurs, Chen et al. (2013) constatent que la participation étrangère et l'orientation vers l'exportation au sein d'une même région et d'une même industrie ont un impact positif sur l'emploi

des femmes et sur l'égalité des salaires entre hommes et femmes (un écart qui se réduit), l'important écart de salaires entre hommes et femmes en vigueur dans les entreprises étrangères et exportatrices s'expliquant principalement par les différences de productivité entre hommes et femmes. Les auteurs constatent également une discrimination salariale fondée sur le sexe dans les entreprises privées non exportatrices et concluent que la mondialisation joue un rôle important pour encourager l'emploi des femmes et réduire la discrimination entre les sexes.

Gaddis et Pieters (2012) étudient les effets de la libéralisation du commerce brésilien entre 1987 et 1994 sur la participation des femmes à la population active. Ils constatent que « les réductions tarifaires ont été associées à une augmentation de la participation et de l'emploi des femmes après une période d'environ deux ans ». Par ailleurs, Gaddis et Pieters (2017) constatent que la libéralisation du commerce au Brésil a fait baisser les taux de participation de la main-d'œuvre masculine et féminine et les taux d'emploi dans les secteurs échangeables, notamment chez la main-d'œuvre peu qualifiée. Les auteurs constatent également que le commerce a réduit l'écart en points de pourcentage l'écart en points de pourcentage entre les hommes et les femmes dans les taux d'emploi et de participation, mais n'ont constaté en revanche aucun élément prouvant que l'emploi et la participation des femmes (par rapport à ceux des hommes) ont augmenté, ni que les effets pro-concurrentiels du libre-échange ont profité aux femmes. Enfin, dans une étude récente, Benguria et Ederington (2017) se concentrent sur l'exposition accrue du Brésil aux importations chinoises et examinent l'impact du commerce sur l'inégalité des salaires.² Ils constatent un impact négatif de la hausse des importations, mais la baisse des salaires a été entièrement supportée par les travailleurs de sexe masculin. En utilisant les décompositions Oaxaca-Blinder, les auteurs expliquent la différence de réduction de salaire par les différences entre l'emploi féminin et masculin. Il est intéressant de noter qu'ils ont constaté que le commerce a augmenté la part des femmes dans les professions à rémunération plus élevée ainsi que le rendement des professions principalement féminines.

Les recherches transversales portant sur un grand nombre de pays sont relativement rares. L'une des premières études est celle de Wood (1991), qui utilise des données de 35 pays et constate que la libéralisation du commerce est associée à une plus grande demande relative de femmes sur les marchés du travail des pays en développement mais pas dans les pays développés. Oostendorp (2009) examine les effets de la mondialisation sur les écarts salariaux entre hommes et femmes dans plus de 80 économies pour la période 1983-1999 et obtient des résultats contraires. L'auteur constate que le commerce et les IDE réduisent les écarts salariaux entre hommes et femmes dans les pays riches, mais ne trouve pas d'éléments indiquant un quelconque impact dans le cas des pays pauvres. En se concentrant sur l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine, Tejani et Milberg (2016) constatent que l'intensité capitalistique de la production, qui se reflète dans les variations de la productivité du travail, a une association négative significative avec les variations de la part de l'emploi des femmes dans le secteur manufacturier, alors que les exportations sont statistiquement non significatives. Ainsi, les éléments de preuve recueillis dans les différents pays semblent également mitigés.

Par ailleurs, une récente étude de Wamboye et Seguino (2015) démontre pour l'Afrique subsaharienne (ASS) que les effets de la libéralisation du commerce sur l'emploi dépendent de la structure de l'économie, mais que les infrastructures des pays ont joué un rôle clé dans les résultats du marché du travail en ASS depuis le début des années 1990. Une étude antérieure de Balamouné-Lutz (2007) a dégagé des éléments témoignant de l'effet négatif d'une plus grande intégration dans

² Bien que dans la littérature, la discussion porte sur l'incidence de l'expansion des exportations, l'intégration accrue dans les marchés mondiaux (commerce international) est aussi une question d'expansion des importations (p. ex., Black et Brainerd, 2004).

les marchés mondiaux sur l'égalité hommes-femmes (en matière d'alphabétisation) en ASS mais pas dans d'autres régions. L'auteure n'a pas examiné directement l'inégalité de genre en matière d'emploi, mais l'hypothèse d'une association positive entre éducation et compétences suggère que le commerce peut être associé à un accès réduit aux compétences pour les femmes (par rapport aux hommes) en Afrique subsaharienne et que, et donc, même si les femmes augmentent leur participation au marché du travail, elles peuvent se trouver confinées dans des emplois peu qualifiés, ce qui augmenterait l'écart salarial entre les sexes. Enfin, nous devons souligner que les répercussions du commerce peuvent également être différentes lorsque l'accent est mis sur l'emploi des jeunes. Anyanwu (2016) examine les principaux moteurs de l'égalité des sexes dans l'emploi des jeunes en Afrique entre 1991 et 2011 et constate qu'en Afrique (y compris en Afrique du Nord) « l'égalité des sexes dans l'enseignement primaire, l'ouverture commerciale, les flux d'IDE, la mondialisation politique, la croissance économique, l'urbanisation, la population féminine et le fait d'être un pays exportateur net de pétrole sont associés de manière positive et significative à l'égalité des sexes dans l'emploi des jeunes ». L'auteur constate, par ailleurs, que l'égalité dans l'enseignement secondaire, l'investissement intérieur brut et les dépenses publiques de consommation sont associés à une égalité de genre dans l'emploi des jeunes en ASS moindre, alors qu'en Afrique du Nord, ces facteurs ont un lien positif avec l'égalité de genre dans l'emploi des jeunes.

3. Analyse empirique

3.1. Variables, données et méthodologie

La variable sur laquelle porte principalement l'analyse empirique est le commerce international (mesuré par la part des exportations et des importations dans le PIB). Nous nous appuyons sur des études empiriques existantes pour sélectionner les autres principales variables susceptibles d'influer sur la participation des femmes à la population active en général et à l'emploi salarié non agricole en particulier. Ceci étant, nous devrions tenir compte des corrélations élevées entre certains de ces déterminants, ce qui réduit considérablement le nombre de variables que nous pouvons inclure de manière significative. Les principales variables de contrôle que nous prenons en compte sont la fécondité, les taux de scolarisation des femmes dans le secondaire, la part des IDE dans le PIB et le revenu par habitant.

Nous incluons les IDE, ainsi que leur interaction avec l'ouverture au commerce, du côté droit (RHS) pour deux raisons principales. Premièrement, de nombreux pays en développement qui ont renforcé leur intégration dans les marchés mondiaux ont aussi tendance à recevoir des montants importants d'IDE, souvent destinés à des industries qui produisent pour l'exportation ou la réexportation (cas de l'externalisation internationale). Ainsi, les IDE peuvent compléter le commerce. Deuxièmement, si les IDE sont liés à des industries d'exportation, ils peuvent cibler des produits où la concurrence internationale est forte, ce qui rendrait la discrimination coûteuse et pourrait réduire l'écart entre les hommes et les femmes et accroître la participation des femmes à l'emploi salarié (Becker, 1971). D'autre part, si les IDE ciblent des industries à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée ou capitaliste (les industries minières, par exemple), les femmes peuvent avoir un accès réduit à l'emploi salarié ou se retrouver dans des emplois moins bien rémunérés, ce qui augmenterait l'écart salarial entre les femmes et les hommes et risquerait de réduire la participation des femmes à la population active. Ainsi, les effets ne peuvent pas être déterminés a priori. Par ailleurs, nous incluons

l'interaction des variables du commerce avec des variables nominales des régions (pour l'Afrique du Nord, l'ASS, l'Amérique latine et les Caraïbes).

Les statistiques descriptives des principales variables sont présentées au tableau 1. Ces statistiques indiquent que la part des femmes dans l'emploi salarié non agricole varie d'un niveau très faible de 7,7 % (au Pakistan en 1990) à un niveau élevé de 52,3 % (en Mongolie en 2013), avec une moyenne de l'échantillon relativement faible (35,4 %). L'ouverture au commerce varie de 13,75% (Argentine en 1991) à 220,4% (Malaisie en 1993), avec une moyenne de l'échantillon de 73%.

La figure 1 montre également que la part des femmes dans l'emploi salarié non agricole varie considérablement d'un pays à l'autre. Ces parts tendent à être supérieures à 40 % dans de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, alors qu'elles sont faibles (moins de 30 %) dans la région MENA et dans certains pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud ; en 2010, par exemple, elles n'atteignaient que 15,1 % (17,6 % en 2013) en Algérie et 18 % (18,6 % en 2013) en Égypte. En règle générale, dans les pays où la participation des femmes à la population active est faible, la part des femmes dans l'emploi salarié non agricole l'est également. Le cas de la région MENA, en particulier, est déroutant car la région (au moins la plupart des pays) a réalisé des progrès importants en matière de santé et d'éducation des femmes, mais enregistre encore une participation étonnamment faible des femmes à la population active (Banque mondiale, 2013).

Il a été démontré que l'un des facteurs clés qui exercent une influence significative sur la participation des femmes au travail rémunéré est la fécondité. La figure 2 montre que dans le groupe de pays où la part des femmes dans l'emploi salarié était d'au moins 40 % (de la Barbade au Mexique dans la figure 2) en 2013, un seul pays (les Philippines avec 3,01 %) avait un taux de fécondité nettement supérieur à 2,5 %. En revanche, cinq des pays situés à droite du Mexique affichent des taux de fécondité proches ou supérieurs à 3 %, les taux en Éthiopie et au Kenya dépassant 4 %. Ceci étant, la figure 2 ne fait pas ressortir pas de relation linéaire claire entre les deux variables, car des pays comme la Tunisie et la Turquie (deux pays de la région MENA) ont des taux de fécondité faibles et une faible participation des femmes à l'emploi salarié.

3.2. Résultats

3.2.1. Corrélations linéaires

La part des femmes dans l'emploi salarié dans le secteur non agricole a une corrélation négative avec la fécondité (-0,48) et une association positive avec les autres variables (bien que faible dans la plupart des cas), allant de 0,24 avec les IDE à 0,48 avec la scolarisation des jeunes filles dans l'enseignement secondaire. Comme attendu, la corrélation de la fécondité avec toutes les autres variables est négative et relativement élevée dans le cas du revenu par habitant (-0,8) et la scolarisation des jeunes filles dans l'enseignement secondaire (-0,74). L'ouverture au commerce international ne semble avoir de corrélation forte avec aucune des variables. Il est intéressant de noter que la corrélation entre les IDE et l'ouverture au commerce international est très faible, ce qui donne peut-être à penser que ces variables peuvent être influencées par différents facteurs et politiques ou qu'elles ont peut-être une association non linéaire.

3.2.2 Ouverture au commerce et part des femmes dans l'emploi salarié

Nous utilisons d'abord un estimateur à effets fixes et consignons les résultats dans le tableau 3. Ces résultats indiquent que l'ouverture au commerce a généralement un impact positif sur la part des femmes dans l'emploi salarié, mais que les retombées d'une plus grande ouverture commerciale vont en diminuant. En effet, la relation entre les deux variables semble avoir une forme en U inversé (voir aussi la figure 3), la valeur critique, pour les pays autres que ceux de l'ASS et de l'Afrique du Nord, se situant à un niveau d'ouverture allant de 92,5% à 98,75%, selon que l'on contrôle la fécondité et les effectifs féminins dans le secondaire (colonnes 7 à 9) ou que l'on exclut la variable « fécondité ». Ces valeurs critiques (point de retournement) sont supérieures à la médiane et à la moyenne en 2013 (dernière année de l'échantillon) qui sont respectivement de 65,76 % et 75,34 %. En 2013, 8 pays (à l'exclusion de ceux d'Afrique) affichaient une ouverture au commerce en pourcentage du PIB supérieure à 100 % et 5 pays affichaient une ouverture au commerce d'une valeur se situant entre 80 et 95 % (Bolivie, Jamaïque, Barbade, Dominique et Paraguay). Les résultats indiquent que dans les pays où l'ouverture au commerce est supérieure aux valeurs critiques (point de retournement), les femmes ne bénéficient peut-être pas d'une plus grande ouverture au commerce, alors que dans les pays où l'ouverture au commerce est proche de ces valeurs critiques, les effets commencent à s'atténuer avec une ouverture accrue au commerce. Dans les deux types d'économie, il est nécessaire d'intervenir au niveau des politiques pour atténuer les retombées décroissantes et les effets négatifs et promouvoir l'accès des femmes au travail rémunéré dans le secteur non agricole (voir la discussion ci-dessous).

Dans le cas des pays d'ASS, les valeurs critiques sont beaucoup plus élevées et vont de 131% à 207%, ce qui indique que les femmes bénéficient d'une ouverture commerciale accrue et que les effets négatifs sont pour la plupart inexistantes. En fait, il n'y a qu'à Maurice que la part de l'ouverture dans le PIB avoisine les 130% depuis plusieurs années. En revanche, les femmes d'Afrique du Nord semblent subir les effets négatifs de l'ouverture au commerce puisque les valeurs critiques sont de 21,25% ou moins.

Toutefois, une question importante qui pourrait se poser dans les estimations à effets fixes est l'endogénéité potentielle de certaines des variables RHS. La participation des femmes à l'emploi rémunéré pourrait, par exemple, aussi se traduire par une baisse de la fécondité et une augmentation des taux de scolarisation, tout comme elle pourrait se traduire par un accroissement des échanges commerciaux, les femmes étant plus instruites et ayant un meilleur accès à l'emploi salarié. Ainsi, nous effectuons également des estimations dynamiques MMG des données de panel (DIFF-MMG)³ et consignons les résultats dans le Tableau 4. Dans ces équations, nous traitons l'ouverture commerciale ainsi que la fécondité, la scolarisation des jeunes filles dans l'enseignement secondaire, les IDE et le revenu comme étant endogènes (les variables de contrôle).

Là encore, les résultats montrent que l'ouverture commerciale a généralement un effet positif sur la part des femmes dans l'emploi salarié. En revanche, les éléments attestant de la diminution des retombées du commerce sont beaucoup plus faibles. L'ouverture au commerce a également un effet supplémentaire par son interaction avec les IDE. Cet effet est non linéaire, car l'impact de cette interaction n'est positif qu'à des niveaux d'IDE élevés. Il est intéressant de noter que l'effet direct (indépendant) des IDE est uniformément positif et statistiquement significatif dans la plupart des estimations au niveau de 5 % ou plus. Les données empiriques indiquent également que l'ouverture

3 Une meilleure approche serait l'estimation des VI mais les instruments appropriés n'ont pas pu être identifiés.

au commerce a un effet négatif sur la participation des femmes à l'emploi salarié en Afrique du Nord et en Amérique latine.

4. Résumé et implications des constats

Les conclusions de la présente étude donnent à penser que la libéralisation du commerce (mesurée par l'ouverture au commerce) profite généralement aux femmes (sauf en Afrique du Nord), en ce sens qu'elle augmente la part des femmes dans l'emploi salarié, mais que les retombées diminuent et que les gains peuvent se transformer en pertes à des niveaux d'ouverture élevés (du moins d'après les estimations à effets fixes). En Afrique du Nord, cependant, l'ouverture commerciale est associée à une réduction de la part des femmes dans l'emploi salarié. De plus, nous constatons un effet positif relativement robuste de l'interaction entre l'ouverture au commerce et les IDE à des niveaux d'IDE élevés. Ces constats ont au moins quatre implications politiques.

Premièrement, en Afrique du Nord, les réformes de la politique commerciale et les politiques du marché du travail devraient tenir compte du fait que les femmes peuvent être contraintes de renoncer à un travail rémunéré à mesure que la part du commerce dans le PIB augmente, et y remédier par des interventions qui renforcent les compétences des femmes et éliminent les pratiques discriminatoires de la part des entreprises, en particulier dans le secteur privé. Parmi les exemples d'instruments politiques figurent les lois contre la discrimination fondée sur le genre dans le recrutement et la promotion des employés, la législation sur l'égalité des salaires, les congés familiaux payés (pour les hommes et les femmes) et un meilleur accès à des services abordables de garde d'enfants. Il est également impératif d'essayer d'aborder les facteurs culturels qui font que les femmes sont considérées par la société de ces pays comme inférieures aux hommes et les filles comme un handicap alors que les garçons sont considérés comme un atout précieux. Il est difficile de modifier les facteurs culturels par le biais des politiques gouvernementales. L'éducation a donc un rôle crucial à jouer, tant dans son contenu que dans son mode de diffusion. L'éducation mixte, par exemple, peut contribuer dans une large mesure à apprendre aux jeunes le respect de l'autre sexe et à montrer que les filles sont aussi bonnes que les garçons en termes de capacités et de compétences.

Deuxièmement, le fait que le niveau d'ouverture commerciale de certains pays soit élevé signifie qu'il peut être supérieur ou proche du niveau au-delà duquel l'impact sur la participation des femmes à l'emploi salarié serait négatif. Ces pays devraient mettre en œuvre des politiques du travail qui renforceraient la participation des femmes au travail rémunéré (comme celles discutées ci-dessus dans le cas de l'Afrique du Nord). Dans certains pays, l'aide à l'ajustement commercial qui est offerte aux travailleurs/travailleuses des industries touchées par une poussée des importations peut, en principe, aider les personnes employées dans ces industries. Ceci étant, les femmes travaillent souvent à bas salaire dans des industries qui sont compétitives et ne sont guère susceptibles de bénéficier d'une aide à l'ajustement commercial, de sorte que lorsqu'elles sont délogées par des hommes dans ces emplois, elles ne bénéficient d'aucune aide à l'ajustement. En raison de leur compétitivité et pour maintenir cette dernière, les entreprises de ces secteurs minimiseront plutôt les coûts, en particulier le coût de la main-d'œuvre (en embauchant des travailleurs à un salaire inférieur). Dans ce cas, la législation rendant obligatoires les salaires minimums, l'égalité des salaires et les normes du travail peut profiter aux femmes.

Troisièmement, dans les pays où le niveau d'ouverture au commerce est très faible, les réformes commerciales visant à accroître les exportations et les importations doivent s'accompagner de mesures visant à garantir que les marchés du travail ne sont pas biaisés au détriment des femmes, afin que les hommes et les femmes aient des chances égales d'accéder à des emplois rémunérés (induits par le commerce) en expansion. Outre les mesures législatives et les interventions sur les marchés du travail mentionnées ci-dessus, les décideurs devraient intégrer les dimensions de genre dans les politiques et les accords commerciaux (et en matière d'IDE), en appliquant, par exemple, des quotas pour l'emploi des femmes dans les industries d'exportation, en subventionnant en tout ou en partie la formation des travailleuses pour faciliter leur promotion à des postes administratifs et de production de plus haut niveau (pour les techniciennes et les ingénieures par exemple)⁴. Les accords sur le commerce équitable et autres accords commerciaux devraient tenir compte des aspects liés au genre (Grosse, 2016 ; Barrientos et al., 2003 ; et Barrientos, 2010) et inclure des éléments qui favorisent une plus grande égalité entre les hommes et les femmes, comme des dispositions permettant d'accéder à des infrastructures et des moyens de transport adaptés aux femmes, à des services de garde d'enfants, à des soins de santé, à des congés de maternité et de paternité et à une protection sociale pour les femmes et les hommes.

Enfin, ces constats ont également des implications importantes pour le travail non rémunéré des femmes, dans la mesure où la diminution de la part de l'emploi rémunéré des femmes dans le secteur formel les amène à se tourner soit vers le secteur informel, soit vers un travail non rémunéré, ou les deux. Cela nécessite des interventions politiques pour prévenir la réduction de la participation des femmes à l'emploi salarié ou prendre en compte le travail féminin non rémunéré dans les comptes nationaux et dans la formulation et la mise en œuvre des politiques macroéconomiques afin de déterminer comment les femmes pourraient être indemnisées pour leur travail non rémunéré, par exemple, par des subventions ou par la création de fonds de pension pour les travailleuses non rémunérées.

Les implications de ces conséquences potentielles de l'ajustement à la libéralisation du commerce pourraient influencer non seulement le statut des travailleuses d'aujourd'hui, mais aussi avoir des répercussions sur la prochaine génération de travailleurs (les enfants d'aujourd'hui) et sur la population (active) du pays en général. Comme l'ont montré de nombreuses études, des salaires plus élevés entraînent l'entrée d'un plus grand nombre de femmes sur le marché du travail et une plus grande participation des femmes au marché du travail, ce qui, à son tour, est associé à des taux de natalité plus bas et à un investissement plus important et de meilleure qualité dans les enfants. Le contraire pourrait également être affirmé lorsque les femmes sont exclues de la main-d'œuvre du secteur formel. En effet, certains des pays où les femmes travaillent principalement dans le secteur informel, parfois en raison d'une plus grande flexibilité dans ce secteur, et dans des activités non rémunérées (voir Lumberg et al., 2010) ont tendance à afficher des taux de fécondité élevés. De plus, les résultats empiriques obtenus dans cet article indiquent également un effet négatif constant de la fécondité sur la part du travail rémunéré des femmes. Cela suggère une corrélation entre des parts plus faibles d'emploi féminin rémunéré et des parts plus importantes de travail non rémunéré chez les femmes. Ce constat concorde avec les études existantes qui montrent que la présence d'enfants et le sexe sont des déterminants majeurs du temps consacré au travail non rémunéré (Roncolato et Radchenko, 2016).

4 Voir Frohmann (2017) pour des recommandations plus élaborées.

La figure 4 semble correspondre à cette relation. Elle montre que les régions MENA et Asie du Sud ont à la fois les niveaux les plus élevés de travail non rémunéré des femmes dans le monde et les plus grands écarts entre les femmes et les hommes ; la part du travail non rémunéré des femmes (temps consacré aux tâches familiales non rémunérées) y est environ six fois supérieure à celle des hommes (voir aussi la base de données EID de l'OCDE). Ces deux régions présentent des niveaux d'inégalité entre les hommes et les femmes parmi les plus élevés. Il est intéressant de noter qu'en moyenne, l'ASS a des niveaux relativement faibles (deuxième niveau le plus bas de travail non rémunéré des femmes après l'Amérique du Nord) de travail non rémunéré des hommes et des femmes, peut-être parce que cette région a des activités économiques informelles très importantes et que les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel. Néanmoins, l'écart hommes-femmes dans le travail non rémunéré est également important en ASS et dans la plupart des autres régions.

5. Conclusion

Dans le présent article, nous avons voulu aborder une question importante qui découle des interactions entre la participation accrue au commerce international, les marchés du travail et l'inégalité entre les hommes et les femmes : Quel est l'impact de la libéralisation du commerce sur l'accès des femmes aux emplois salariés dans le secteur non agricole ?

Les résultats empiriques indiquent que le commerce a des effets significatifs sur la participation des femmes à l'emploi salarié et ces effets ne sont pas nécessairement linéaires. Le commerce renforce la participation des femmes à l'emploi salarié dans toutes les régions, sauf en Afrique du Nord où l'effet global semble être négatif. Bien que les retombées du commerce semblent diminuer, la part du commerce dans le PIB de nombreux pays est nettement inférieure au point de retournement, ce qui donne à penser que les femmes de ces pays peuvent bénéficier de l'expansion du commerce. Nous avons identifié des données probantes assez solides (basées sur les effets fixes et sur les estimations MMG) qui pourraient contribuer à l'explication du « paradoxe de l'égalité de genre dans la région MENA »⁵, le commerce exerçant un impact négatif sur la part de l'emploi salarié des femmes dans cette région. Les principales implications de ces conclusions ont été examinées au chapitre précédent.

Bien que nous n'ayons pas testé les impacts à court terme par opposition aux impacts à long terme, nous reconnaissons qu'il pourrait également y avoir des différences importantes entre les effets à court, moyen et long terme du commerce sur les femmes (par rapport aux hommes). Par exemple, lorsque le commerce (les exportations) est biaisé par les compétences et que les augmentations de salaire favorisent la main-d'œuvre qualifiée, les groupes défavorisés peuvent être perdants à court terme, mais il est possible qu'à long terme ils soient gagnants, soit en acquérant des compétences, soit en raison de l'augmentation des salaires dans les secteurs biaisés par les compétences, ce qui pourrait accroître considérablement la demande en produits non échangeables - effet sur le revenu - et profiter aux groupes auparavant défavorisés, en particulier les femmes, qui travaillent dans le secteur non marchand. Il convient de noter qu'à long terme, et avec des politiques ciblées, cela pourrait conduire à un cercle vertueux car l'augmentation du revenu du travail peu qualifié permettrait aux travailleurs peu qualifiés (les femmes) d'acquérir des compétences et d'améliorer

⁵ Bien que nous nous concentrons sur l'Afrique du Nord, la région comprend une grande partie de la population de la région MENA et peut donc la représenter adéquatement.

encore plus la productivité et les revenus dans le pays⁶. Ce processus peut en définitive (à très long terme) se traduire par une pénurie sur le marché du travail peu qualifié, comme on peut l'observer dans les économies développées actuelles. Il n'en reste pas moins que la présence de tels effets a des implications politiques importantes et que leur prise en compte peut contribuer à combler le fossé entre les économistes et les décideurs politiques. En effet, il a été avancé qu'il pourrait y avoir une déconnexion entre les économistes qui soulignent les avantages à long terme de l'ouverture et les décideurs politiques qui se préoccupent des effets à court terme sur l'emploi et la répartition des revenus (Cosar, 2013). Par conséquent, les décideurs politiques et les économistes devraient insister sur le fait que les ajustements résultant de la libéralisation du commerce peuvent prendre beaucoup de temps avant de se concrétiser pleinement.

6 Bien que cela ait pu être difficile dans le passé, la forte dépendance du XXI^{ème} siècle à l'égard des TIC peut offrir d'énormes possibilités d'accès à l'éducation et d'acquisition de compétences.

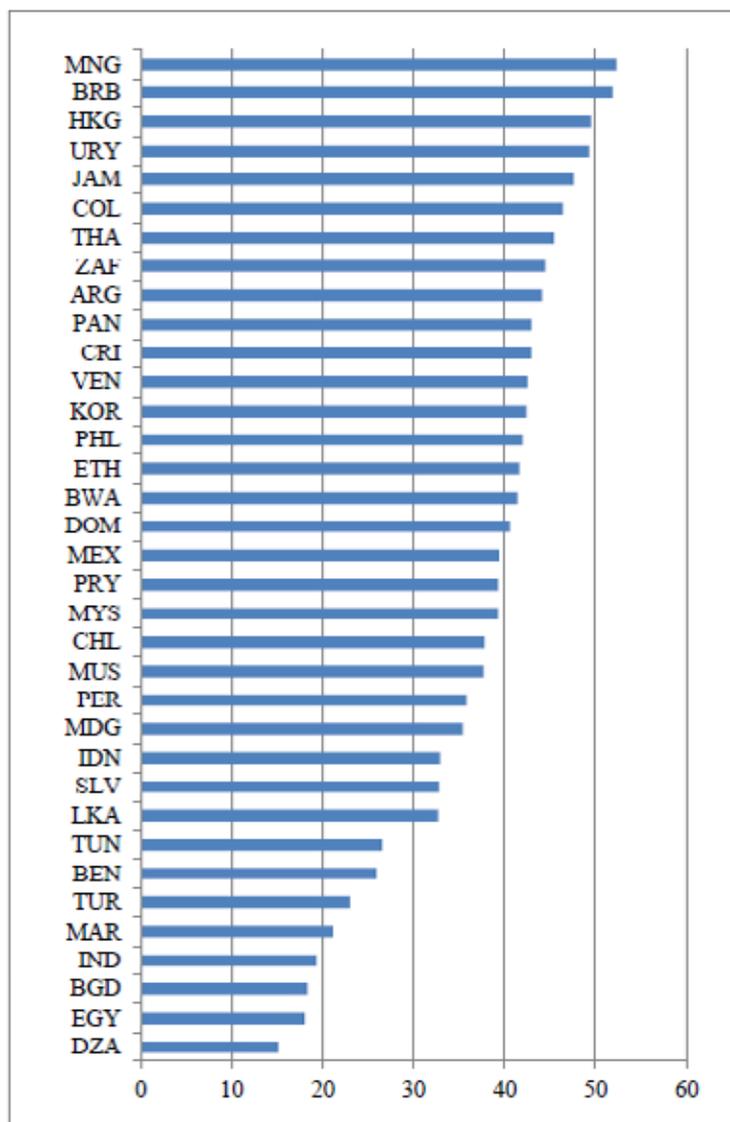
Références

- Acemoglu, D. (2003). Patterns of Skill Premia. *Review of Economic Studies*, 70:199 – 230.
- Acemoglu, D; Autor, D; Lyle, D (2004), “Women, War, and Wages: The Effect of Female Labor Supply on the Wage Structure at Midcentury”, *Journal of Political Economy*, 112(3): 495-551.
- Aguayo-Tellez, E., Juhn, C., and Villegas-Sanchez, C. (2014). Did Trade Liberalization Help Women? the Case of Mexico in the 1990s, in Solomon W. Polachek and Konstantinos Tatsiramos (ed.) *New Analyses of Worker Well-Being (Research in Labor Economics, Vol. 38)*, Emerald Group Publishing Limited, pp.1 – 35.
- Aguayo-Tellez, E. (2011). The Impact of Trade Liberalization on Gender Inequalities: A Literature review, Background Paper for the World Development Report 2012, Gender Equality and Development, Washington DC: World Bank.
- Anyanwu, J. (2016). Analysis of Gender Equality in Youth Employment in Africa *African Development Review*, 28(4): 397–415.
- Balamoune-Lutz, M. 2007. «Globalization and Gender Inequality: Is Africa Different?» *Journal of African Economies*, 16(2): 301-348.
- Balamoune-Lutz, M. and McGillivray, M. (2009). Does Gender Inequality Reduce Growth in Sub-Saharan African and Arab Countries? *African Development Review*, 21(2): 224-242.
- Balamoune-Lutz, M. and McGillivray, M. (2015). The impact of gender inequality in education on income in Africa and the Middle East. *Economic Modelling*, 47: 1-11.
- Barrientos, S. (2010). Gender and ethical trade: Can vulnerable women workers benefit? In S. Chant (Ed.), *International Handbook of Gender and Poverty*. Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishing Limited.
- Barrientos, S., Dolan, C., & Tallontire, A. (2003). A gendered value chain approach to codes of conduct in African horticulture. *World Development*, 31(9), 1511–1526
- Becker, G. (1965). A theory of the allocation of time. *Economic Journal*, 75(299): 493–517.
- Becker, G. (1971). *The Economics of Discrimination*. Chicago: Chicago University Press.
- Becker, G.S. (1975). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. (2nd ed.). National Bureau of Economic Research. New York, NY: Columbia University Press.
- Beneria, L. and Lind. A. (1995). *Engendering International Trade: Policy, Concepts and Action*. Working Paper Series No. 5, Gender, Science and Development Programme, International Federation of Institutes for Advanced Study, Toronto.
- Benguria, F. and Ederington, J. (2017). Decomposing the Effect of Trade on the Gender Wage Gap. SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2907094> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2907094>
- Berik, G., Rodgers, Y. and Zveglic, J.E. (2004). International Trade and Gender Wage Discrimination: Evidence from East Asia. *Review of Development Economics*, 8(2): 237–254.
- Black, Sandra E.; Brainerd, Elizabeth (2004). Importing Equality? The Impact of Globalization on Gender Discrimination. *Industrial and Labor Relations Review*, 57(4): 540-59.
- Boserup, E. (1970). *Women’s Role in Economic Development*. New York: St. Martin’s.
- Busse, M. and Spielmann, C. (2006). Gender Inequality and Trade. *Review of International Economics*, 14(3):362-379.
- Chen, Z., Ge, Y., Lai, H., and Wan, C. (2013). Globalization and Gender Wage Inequality in China.

- World Development, 44: 256–266.
- Chi, W and Li, B, (2014). Trends in China's Gender Employment and Pay Gap: Estimating Gender Pay Gaps with Employment Selection. *Journal of Comparative Economics*, 42: 708–725
 - Cosar, A. K. (2013). Adjusting to Trade Liberalization: Reallocation and Labor Market Policies. <http://economics.yale.edu/sites/default/files/files/Workshops-Seminars/International-Trade/cosar-101103.pdf>
 - Dominguez-Villalobos, L. and Brown-Grossman, F. (2010). Trade Liberalization and Gender Wage Inequality in Mexico. *Feminist Economics*, 16(4): 53–79.
 - Elson, Diane (1999). Labor Markets as Gendered Institutions: Equality, Efficiency and Empowerment Issues. *World Development*, 27(3): 611-627.
 - Ferrant, G., Pesando, L.M., and Nowacka, K. (2014). Unpaid Care Work: The missing link in the analysis of gender gaps in labor outcomes, Issues paper, OECD Development Center. Available at: https://www.oecd.org/dev/development-gender/Unpaid_care_work.pdf
 - Fleck, S., 2001, 'A Gender Perspective on Maquila Employment and Wages in Mexico' in Katz, E. and Correia, M., *The Economics of Gender in Mexico*, Washington DC: The World Bank.
 - Frohmann, A. (2017). Gender Equality and Trade Policy SECO Working Paper No. 24/2017, World Trade Institute, University of Bern, Switzerland.
 - Gaddis, I and Pieters, J. (2012). Trade Liberalization and Female Labor Force Participation: Evidence from Brazil. IZA Discussion Paper No. 6809.
 - Gaddis, I. and Pieters, J. (2017). The Gendered Labor Market Impacts of Trade Liberalization: Evidence from Brazil. *Journal of Human Resources*, 52(2): 457-490.
 - Galor, O. and Mountford, A. (2008). Trading Population for Productivity: Theory and Evidence. *Review of Economic Studies*, 75: 1143-1179.
 - Galor, O. and Weil, D. N. (1996). The Gender Gap, Fertility, and Growth. *American Economic Review*, 86(3): 374- 87.
 - Ghiara, R. (1999). Impact of Trade Liberalization on Female Wages in Mexico. *Development Policy Review*, 17(2): 171-190.
 - Grosse, C.E. (2016). Fair care? How Ecuadorian Women Negotiate Childcare in Fair Trade Flower Production. *Women's Studies International Forum*, 57: 30–37.
 - Guicheney, W. (2015). South Korea's Export-Oriented Industrialization Policy and the Pervasiveness of the Gender-Wage Gap. *Undercurrent* 11 (2): 14-25.
 - Juhn, C., Ujhelyi, G., Villegas-Sanchez, C. (2014). Men, Women, and Machines: How Trade Impacts Gender Inequality. *Journal Development Economics*, 106 (C): 179–193.
 - Kucera, D. (2001). Foreign Trade of Manufactures and Men and Women's Employment and Earnings in Germany and Japan. *International Review of Applied Economics*, 15(2): 129-149.
 - Mincer, J. (1962). Labor Force Participation of Married Women: a Study of Labor Supply. In *Aspects of Labor Economics*, ed. H. Gregg Lewis. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
 - Oostendorp, R.H. (2009). Globalization and the Gender Wage Gap. *World Bank Economic Review*, 23(1): 141–161.
 - Papyrakis, E., Covarriubias, A., and Verschoor, A. (2012). Gender and Trade Aspects of Labor Markets. *Journal of Development Studies*, 48(1): 81–98.
 - Sauré, P. and Zoabe, H. (2014). International Trade, the Gender Wage Gap and Female Labor Force participation. *Journal of Development Economics*, 111(C): 17-33.
 - Seguino, S. (2000). Gender Inequality and Economic Growth: A Cross-Country Analysis. *World Development*, 28 (7): 1211-30.
 - Schultz, T.W. (1961). Investment in Human Capital. *American Economic Review*, 51(1): 1-17.
 - Shu, X, Y. Zhu, and Z. Zhang (2007). Global Economy and Gender Inequalities: the Case of the

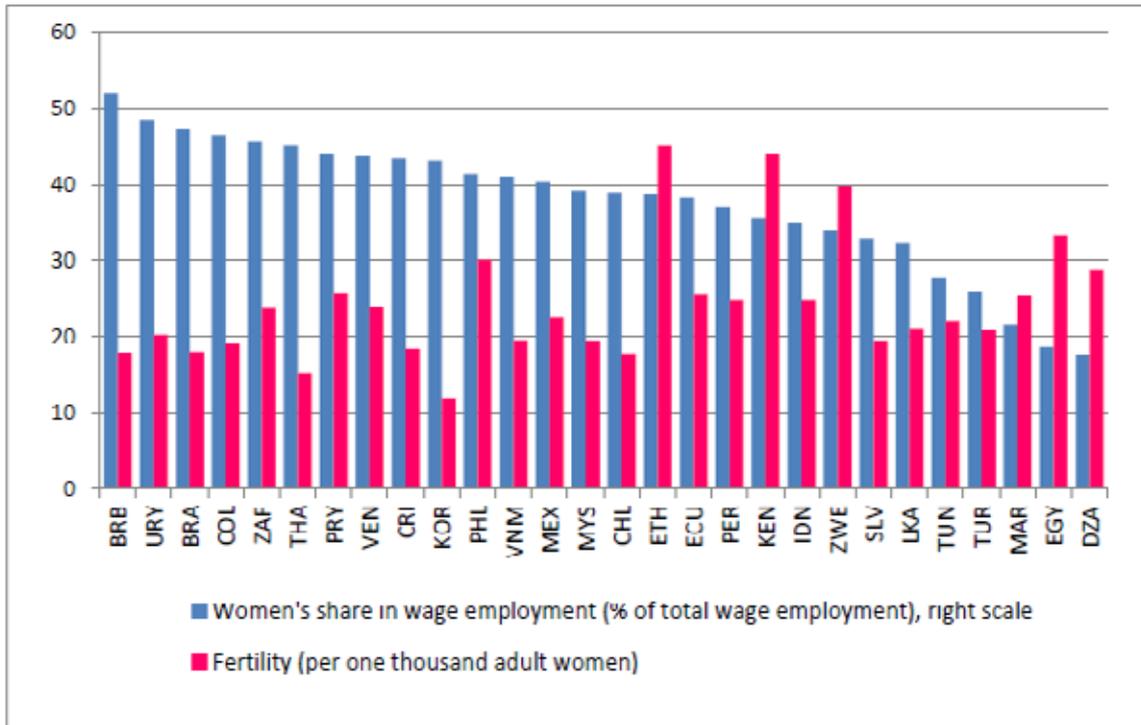
- Urban Chinese Labor Market. *Social Science Quarterly*, 88(5): 1307-1332.
- Tejani, S. and Milberg, W. (2016) Global Defeminization? Industrial Upgrading, Occupational Segmentation and Manufacturing Employment in Developing Countries. *Feminist Economics*, 22(2): 24-54.
 - Wacziarg, R. and J.S. Wallack. (2004). Trade Liberalization and Intersectoral Labor Movements. *Journal of International Economics*, 64(2): 411-439.
 - Wamboye E. F. and Seguino, S. (2015). Gender effects of trade openness in Sub-Saharan Africa. *Feminist Economics* Vol. 21(3): 82-113.
 - World Bank. (2013). *Opening Doors: Gender Equality and Development in the Middle East and North Africa*. Washington DC: World Bank.
 - Wood, A. (1991). North-South Trade and Female Labor in Manufacturing: An Asymmetry. *Journal of Development Studies*, 27: 168-189.
 - Zhang, W-B (2000). *A Theory of International Trade: Capital, Knowledge, and Economic Structures*. Berlin - Heidelberg: Springer-Verlag.

Figure 1 : Part des femmes dans l'emploi salarié du secteur non agricole (% de l'emploi non agricole total), 2010



Note : Pour la Tunisie (TUN), la part de l'emploi salarié est à partir de 2011.
 Voir l'annexe A pour la source des données et la description des variables

Figure 2 : Fécondité et part des femmes dans l'emploi salarié (2013)



Voir l'annexe A pour la source des données et la description des variables

Figure 3 : Ouverture et part des femmes dans l'emploi salarié dans le secteur non agricole

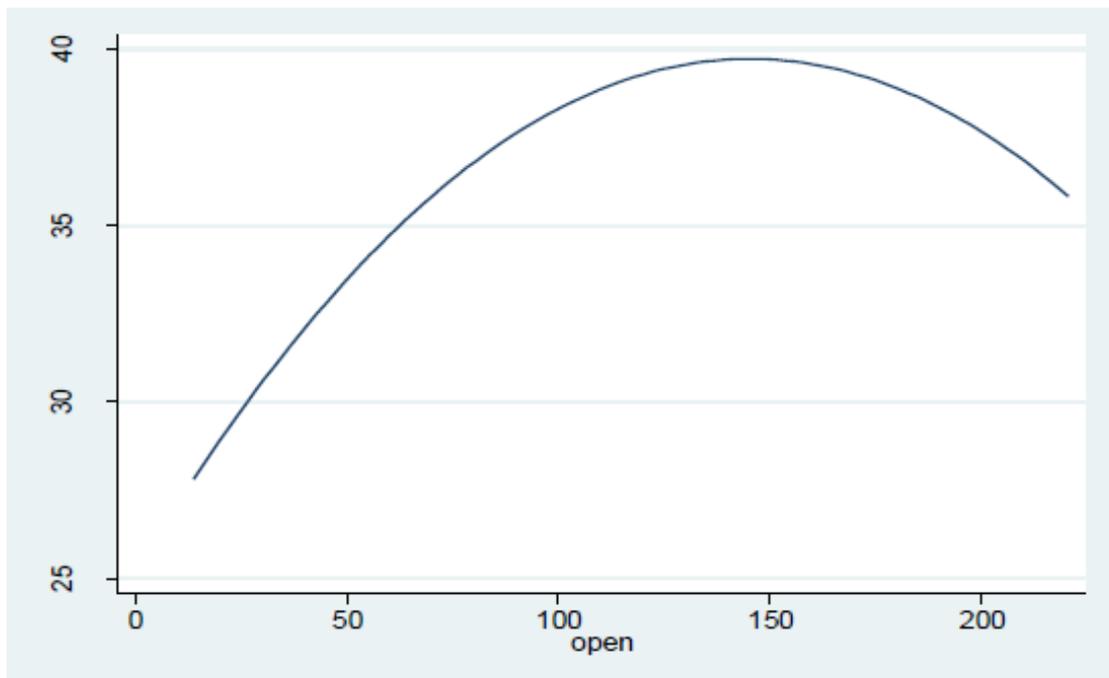
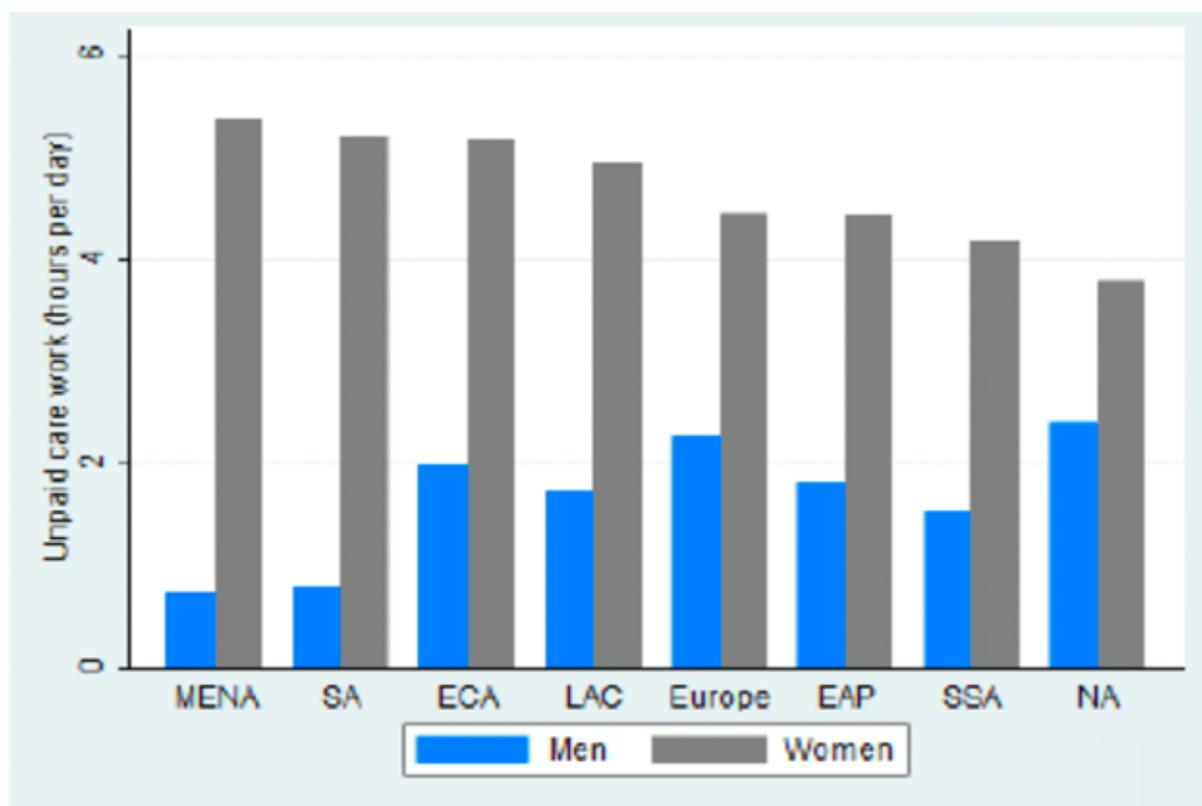


Figure 4 : Le temps consacré aux activités non rémunérées varie selon le sexe et la région



Note : Ce tableau présente le nombre moyen d'heures consacrées par jour par les femmes et les hommes à des tâches non rémunérées, par région du monde : Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Asie du Sud (SA), Europe orientale et Asie centrale (ECA), Amérique latine et Caraïbes (LAC), Asie de l'Est et Pacifique (EAP), Afrique subsaharienne (SSA) et Amérique du Nord (NA). Source : OCDE (2014), Base de données Égalité homme-femme, Institutions et Développement. Source du graphique : Ferrant et al. (2014)

Tableau 1 : Statistiques synthétiques

Variable	Obs.	Médiane	Moyenne	Écart type.	Min	Max
sharewemp	772	38,3	35,39	10,417	7,7	52,3
fertilité	1060	2,80	3,15	1,248	1,076	7,246
Secfem	720	74,69	70,33	25,554	5,906	121,380
fdi	1074	1,86	2,82	3,389	-6,898	43,912
income	1080	7884,05	8373,87	5300,97	515,24	32684,32
open	1054	63,86	73,34	35,665	13,753	220,41

Les détails sur la source des données et la description des variables figurent en Annexe A.

Tableau 2 : Corrélations par paire*

	sharewemp	Secfem	fdi	open	income (log)
Secfem	0,4837				
fdi	0,2409	0,319			
open	0,2547	0,216	0,355		
income (log)	0,3115	0,770	0,217	0,2469	
fertility	-0,4847	-0,743	-0,196	-0,219	-0,8015

Les détails sur la source des données et la description des variables figurent en Annexe A.

*Toutes les valeurs P sont inférieures à 0,01, sauf les corrélations entre la sophistication des exportations (EXPY) et la part des femmes dans l'emploi salarié et les IDE, où la valeur P est de 0,029 et 0,063, respectivement.

Tableau 3 : Ouverture au commerce et part des femmes dans l'emploi salarié : Estimations des effets fixes Variable dépendante : Part des femmes dans l'emploi salarié)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
lagged dep. Var.	0,337*** (0,06)	0,369*** (0,08)	0,371*** (0,09)	0,369*** (0,09)	0,369*** (0,96)	0,368*** (0,09)	0,368*** (0,08)	0,370*** (0,096)	0,579*** (0,08)
Fdi	0,043** (0,032)	0,071** (0,034)	0,097*** (0,025)	0,028 (0,101)	0,028 (0,103)	0,085 (0,114)	0,072** (0,34)	0,097*** (0,025)	0,051 (0,03)
Open	0,016*** (0,005)	0,072** (0,028)	0,095*** (0,032)	0,107*** (0,037)	0,107*** (0,036)	0,078** (0,029)	0,079*** (0,028)	0,095*** (0,32)	0,037* (0,02)
NA x open	-0,045* (0,025)	-0,058** (0,021)	-0,095*** (0,016)	-0,101*** (0,017)	-0,101*** (0,018)	-0,061*** (0,020)	-0,062*** (0,02)	-0,095*** (0,016)	-0,062*** (0,011)
SSA x open	0,024 (0,03)	0,091** (0,036)	0,103** (0,048)	0,102** (0,046)	0,103*** (0,046)	0,086** (0,035)	0,087** (0,034)	0,036*** (0,011)	0,046** (0,019)
LAC x open	-0,026 (0,022)			-0,014 (0,018)	-0,014 (0,019)	-0,0088 (0,016)	-0,009 (0,015)		
Fertility	-2,386*** (0,517)	-1,506** (0,58)				-1,526** (0,59)	-1,501** (0,58)		
Secfem		0,021 (0,013)	0,049*** (0,013)	0,048* (0,025)	0,048*** (0,013)	0,021 (0,012)	0,021 (0,013)	0,049*** (0,013)	0,011 (0,008)
open_squared		-0,0003** (0,0001)	-0,0005*** (0,0001)	-0,0005*** (0,0001)	-0,0005*** (0,0001)	-0,0004** (0,0001)	-0,0004*** (0,0001)	-0,0005*** (0,0001)	-0,0002* (0,00001)
open x fdi				0,0001 (0,0001)	0,001 (0,001)	-0,0004 (0,001)			
open x fdi_squared				-0,00002 (0,00002)	-0,00002 (0,00002)	-0,00001 (0,00001)			
open x secfem				-0,00004 (0,0002)					
income (log)									1,485*** (0,52)
Obs	672	470	470	470	470	470	470	470	415
R-sq:									
Within	0,55	0,58	0,56	0,56	0,56	0,59	0,59	0,56	0,64
Between	0,79	0,79	0,72	0,68	0,68	0,78	0,77	0,72	0,94
Overall	0,77	0,73	0,66	0,63	0,63	0,72	0,71	0,66	0,92

Les détails sur la source des données et la description des variables figurent en Annexe A.

Les erreurs types (entre parenthèses) sont regroupées au niveau des pays.

* indique une signification à 0,10 ** indique l'importance à 0,05 et *** indique une signification à 0,01.

Tableau 4 : Le commerce et l'emploi salarié des femmes : Estimations MMG A-B
Variable dépendante : Part des femmes dans l'emploi salarié)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
lagged dep var	0,635*** (0,011)	0,682*** (0,052)	0,506*** (0,072)	0,515*** (0,036)	0,478*** (0,035)	0,471*** (0,046)	0,419*** (0,063)
Fdi	0,105*** (0,034)	-0,079 (0,055)	0,121* (0,069)	0,360*** (0,034)	0,248*** (0,081)	0,259*** (0,072)	0,251*** (0,042)
Open	0,011*** (0,003)	0,054*** (0,017)	0,070*** (0,02)	0,021*** (0,004)	0,052*** (0,014)	0,027*** (0,005)	0,053*** (0,014)
Fertility	-1,095 (0,281)	-0,632** (0,315)	-0,908*** (0,246)	-0,184 (0,222)	-2,042*** (0,620)	-0,900* (0,504)	-1,002 (0,653)
open x fdi	-0,001*** (0,000)	-0,0007* (0,0003)	-0,0006 (0,0005)	-0,004*** (0,00)	-0,003*** (0,000)	-0,003*** (0,000)	-0,003*** (0,000)
Open x fdi_ squared	0,0002*** (0,000)			0,0001*** (0,000)	0,0001*** (0,000)	0,0001*** (0,000)	0,0001*** (0,000)
income (log)	0,696*** (0,09)	0,821*** (0,268)	1,673*** (0,575)	1,774*** (0,63)	4,153*** (1,162)	2,953*** (0,988)	1,199 (1,162)
NA x open	-0,066*** (0,016)	-0,104*** (0,033)	-0,214*** (0,054)	-0,063*** (0,019)	-0,129** (0,053)	-0,141*** (0,052)	-0,107*** (0,032)
SSA x open	0,039*** (0,011)	0,013 (0,017)	-0,002 (0,026)		0,013 (0,013)		
LAC x open		-0,039*** (0,01)	-0,046*** (0,012)		-0,047** (0,018)	-0,019* (0,011)	-0,022*** (0,018)
open_squared		-0,0001*** (0,000)	-0,0002** (0,000)				
fdi_sq		0,003 (0,002)					
Secfem				0,0161*** (0,008)	-0,012 (0,016)	0,003 (0,011)	-0,008 (0,010)
Time							0,108*** (0,037)
Open* fertility							0,009 (0,009)
Obs	490	490	490	330	330	330	330
A-B test (z)	-0,0307	-0,107	-0,324	-0,816	-0,817	-0,864	-0,988
Sargan test (chi2)	30,77	26,45	23,99	30,33	19,05	27,88	27,66

Les détails sur la source des données et la description des variables figurent en Annexe A.

* indique une signification à 0,10 ** indique une importance à 0,05 et *** indique une signification à 0,01.

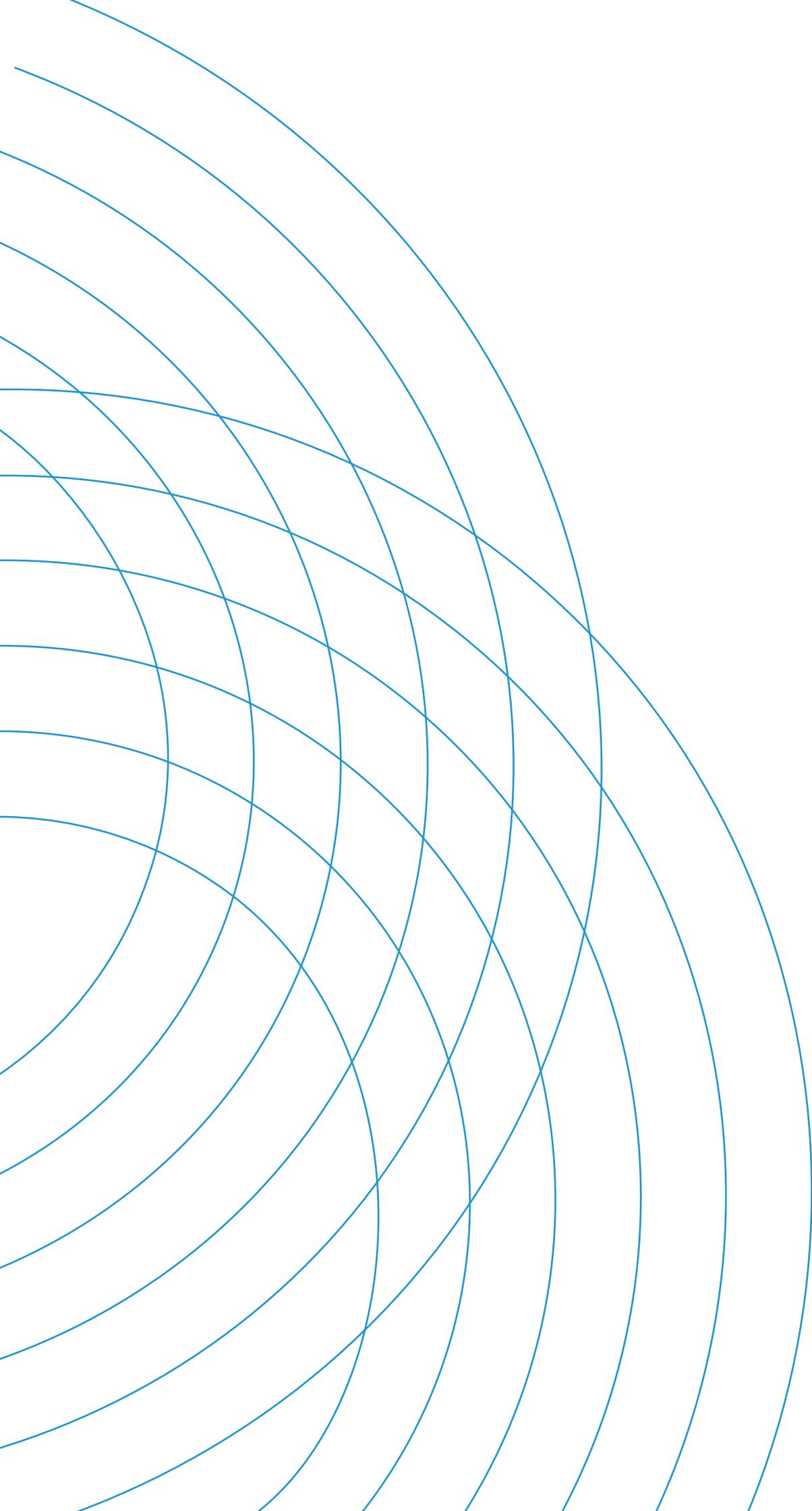
a Toutes les variables RHS, à l'exception du 'temps', sont considérées comme endogènes.

Nous testons l'autocorrélation de second ordre et les restrictions suridentifiantes (test de Sargan) pour évaluer la validité des instruments et toutes les estimations communiquées passent les deux tests. Les résultats du test Arellano-Bond indiquent qu'il n'y a pas de preuve statistique d'autocorrélation de second ordre.

Annexe A

Description des principales variables et sources de données

- **sharewemp** : La part des femmes dans l'emploi salarié du secteur non agricole est la part des travailleuses dans l'emploi salarié du secteur non agricole (industrie et services), exprimée en pourcentage de l'emploi total dans le secteur non agricole. Source : Base de données en ligne des statistiques du travail de l'Organisation internationale du travail et base de données en ligne des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.
- **open** : Ouverture au commerce international (en log) mesurée comme la somme des exportations et des importations de biens et de services, mesurée comme part (%) du produit intérieur brut (net des exportations vers les pays développés). Source : Base de données en ligne des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.
- **Soph** : Sophistication des exportations représentée par le logarithme EXPY (le PIB par habitant prévu du pays), calculée en additionnant toutes les valeurs PRODY pour les produits exportés par le pays, chacune étant pondérée par la part du produit dans les exportations totales. PRODY est une mesure de sophistication axée sur les résultats : si un produit est principalement produit par des pays riches, il se révèle être un produit « riche » ou sophistiqué. La mesure PRODY est calculée comme moyenne pondérée du PIB par habitant des pays qui produisent ce produit, les pondérations étant dérivées de l'avantage comparatif révélé. Source : Base de données en ligne de World Integrated Trade Solutions.
- **fdi** : Investissement direct étranger net (IDE). Il représente la somme des capitaux propres, du réinvestissement des bénéficiaires, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme, tels qu'ils apparaissent dans la balance des paiements. Cette série fait apparaître les entrées nettes (entrées de nouveaux investissements moins désinvestissements) des investisseurs étrangers dans l'économie déclarante, en tant que pourcentage du produit intérieur brut. Source : Base de données en ligne des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.
- **Fertility (fécondité)** : Taux de fécondité total (naissances par femme) représente le nombre d'enfants qui naîtraient d'une femme si elle vivait jusqu'à la fin de ses années de procréation et portait des enfants conformément aux taux de fécondité par âge de l'année spécifiée. Source : Base de données en ligne des Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale.
- **secfem** : Taux de scolarisation des jeunes filles dans le secondaire (% brut). Il s'agit du rapport entre le nombre total de jeunes filles scolarisées, quel que soit l'âge, et la population du groupe d'âge correspondant officiellement au niveau de l'enseignement secondaire. Source : Base de données en ligne des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.
- **Revenu** : PIB par habitant (en log) basé sur la parité de pouvoir d'achat (PPA). Source : Base de données en ligne des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.
- **SSA** : Variable nominale pour l'Afrique subsaharienne.
- **LAC** : Variable nominale pour l'Amérique latine.
- **NA** : Afrique du Nord







Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C,
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : contact@ocppc.ma

Phone : +212 5 37 27 08 08

Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma